

Leçon 2.4



Protection des civils

Objectifs, pertinence et résultats de l'apprentissage

Objectifs

Expliquer les devoirs du personnel de maintien de la paix de l'ONU en matière de protection des civils (PdC) en tant que responsabilité à l'échelle de la mission, conformément au cadre juridique et aux rôles.

Pertinence

La PdC est un mandat prioritaire dans le cadre du maintien de la paix. Quasiment tous les agents de maintien de la paix sont déployés au sein de missions dotées d'un mandat de PdC.

Il est probable que vous soyez déployé au sein d'une mission dotée d'un mandat de PdC. Dans ce cadre, vous serez censé prévenir les menaces et dissuader leurs auteurs de les commettre. Vous serez également censé réagir lorsque vous détecterez des menaces potentielles et lorsque celles-ci se concrétiseront. Le Conseil de sécurité demande aux missions dotées d'un mandat de protection des civils d'élaborer des stratégies globales de protection des civils. La PdC doit être une priorité dans les décisions relatives à l'utilisation des capacités et des ressources.

Cette leçon montre que **la PdC est une responsabilité partagée entre tous les membres du personnel de maintien de la paix, qui collaborent à la mise en œuvre du mandat et de la stratégie de PdC.** La protection des civils exige des efforts de la part de l'ensemble de la mission. Chaque partie y apporte une expertise spécifique. La composante militaire a un rôle unique à jouer en matière de protection physique, ce qui inclut l'emploi de la force en dernier recours. Cependant, elle peut également jouer un rôle essentiel dans la protection par le biais du dialogue et de l'engagement ainsi que par l'établissement ou le rétablissement d'un environnement protecteur.

Diapositive 1



2.4 Protection des civils 

Objectifs

- Expliquer les devoirs du personnel de maintien de la paix de l'ONU en matière de protection des civils (PdC) en tant que responsabilité à l'échelle de la mission, conformément au cadre juridique et aux rôles attribués

Pertinence

- La PdC est un mandat prioritaire dans le cadre du maintien de la paix. Quasiment tous les agents de maintien de la paix sont déployés au sein de missions dotées d'un mandat de PdC.
- Vous pourriez être déployé dans le cadre d'une mission dotée d'un mandat de PdC. L'ONU attend de vous que vous préveniez les menaces et en dissuadiez leurs auteurs.
- Vous êtes également censé réagir lorsque vous détectez des menaces potentielles et lorsque celles-ci se concrétisent.

MFBDP de l'ONU 2025

Diapositive 1

Résultats de l'apprentissage

Les apprenants seront en mesure :

1. D'expliquer le mandat de protection des civils (PdC).
2. De citer des exemples de menaces auxquelles les civils sont confrontés dans les conflits armés.
3. De décrire l'éventail des partenaires de protection qui opèrent aux côtés des opérations de maintien de la paix de l'ONU.
4. De dresser la liste des actions visant à mettre en œuvre le mandat de PdC.

Diapositive 2



2.4 Protection des civils 

Résultats de l'apprentissage

1. Expliquer le mandat de protection des civils (PdC).
2. Citer des exemples de menaces auxquelles les civils sont confrontés dans les conflits armés.
3. Décrire l'éventail des partenaires de protection qui opèrent aux côtés des opérations de maintien de la paix de l'ONU.
4. Dresser la liste des actions visant à mettre en œuvre le mandat de PdC.

MFBDP de l'ONU 2025

Diapositive 2

Aperçu de la leçon



Durée minimale de la leçon : 45 minutes (Activité d'apprentissage 2.4.1 incluse).

La leçon	Pages	Diapositives
Activité d'apprentissage obligatoire 2.4.1 : Libellé type des mandats de protection des civils	5	3
Définitions	6-13	4-9
Importance de la protection des civils	14-15	10
Cadre juridique pour la protection des civils (POC)	15-16	11
Les partenaires de protection	17-19	12
Politique et orientation du Département des opérations de paix (DPO) sur la PdC dans le cadre des opérations de maintien de la paix de l'ONU	19-22	13-14
Concept opérationnel de la PdC	23-25	15
Mise en œuvre du mandat de PdC	25-28	16-18
Partenaires de la PdC	29-31	19
Rôles et responsabilités au sein de la mission	31-36	20-21
Que peut faire chaque agent de maintien de la paix ?	37-38	22
Clôture de la leçon	39	23
Document – Résumé des messages clés	40-41	–

Activités d'apprentissage facultatives

Activité d'apprentissage facultative 2.4.2 : Vulnérabilité et menaces

Voir 2.4 Aide à l'apprentissage

Activité d'apprentissage facultative 2.4.3 : Libellé des mandats de protection des civils – Exemple de la MINUSCA 2023	
--	--



Conseils aux formateurs : Faites clairement le lien entre la protection des civils (PdC) en tant que tâche du mandat et le contenu des Leçons 2.3 Droits humains ; 2.4 Protection des civils ; 2.5 Violences sexuelles liées aux conflits et 2.6 Protection de l'enfance. Voir 2.4 Aide à l'apprentissage pour les activités d'apprentissage et les questions d'évaluation de l'apprentissage

La leçon




Conseils aux formateurs : Utilisez les diapositives d'introduction pour lancer la leçon. Soulignez à nouveau les liens établis dans la présentation du Module 2 et dans les Leçons 2.1 et 2.2 entre la protection des civils en tant que tâche du mandat et les autres tâches du mandat, en particulier celles qui sont directement liées au mandat de protection. Insistez sur le fait que ces tâches du mandat consistent à répondre à tous les actes de violence ou d'atteinte commis à l'encontre des civils dans les situations de conflit armé.

Ces liens comprennent les similitudes en matière de droit international, les résolutions, les activités, les menaces croissantes liées au ciblage des civils par des groupes armés dans les conflits violents, les rôles du personnel des missions et d'autres partenaires. Attirez l'attention des apprenants sur l'étude de cas sur la PdC, qui sert de base à l'activité d'apprentissage intégrée de la Leçon 2.10.

Activité d'apprentissage obligatoire 2.4.1

Diapositive 3



2.4 Protection des civils 

Activité d'apprentissage obligatoire 2.4.1 : Libellé type des mandats de protection des civils

Objet : Clarifier et approfondir la compréhension des tâches accomplies par les missions de maintien de la paix de l'ONU

Temps imparti : 12 minutes

MFBPD de l'ONU 2025
Diapositive 3


Activité d'apprentissage obligatoire 2.4.1 : Libellé type des mandats de protection des civils

Méthode	Analyse du libellé type des mandats de PdC
Objet	Approfondir la compréhension, par les apprenants, des termes et concepts utilisés par le Conseil de sécurité de l'ONU dans ses mandats de PdC et s'assurer que les apprenants comprennent bien le libellé et la signification spécifiques du mandat et qu'ils sont capables de mettre ces dispositions et les tâches de PdC en pratique dans leurs propres fonctions d'agents de maintien de la paix
Temps imparti	10 à 12 minutes
Voir le dossier 2.4 Aide à l'apprentissage pour consulter les consignes.	

Définitions

Diapositive 4



2.4 Protection des civils 

Définitions

Mandat de protection des civils

« ...sans porter atteinte à la responsabilité première du pays hôte, la PdC renvoie aux activités intégrées et coordonnées de tous les éléments civils et en uniforme de la mission afin de prévenir, d'empêcher ou de contrer les menaces de violence physique contre les civils dans les limites des capacités et des zones de déploiement de la mission, en recourant à tous les moyens nécessaires, y compris la force létale »

Politique du DOMP/DAM sur la protection des civils dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU (Réf.2023.05)

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 4



Message clé n°1 : Le concept de « protection » est large. Le mandat de protection des civils (PdC) dans le cadre des opérations de maintien de la paix de l'ONU se concentre sur la protection des civils contre les menaces de violence physique.

Nous allons désormais examiner le mandat de PdC dans ses termes originels, puis le décomposer pour nous assurer que nous comprenons bien chaque partie.

Dans le cadre des opérations de maintien de la paix de l'ONU, le mandat de PdC est défini comme suit :


« ...sans porter atteinte à la responsabilité première du pays hôte, la PdC renvoie aux activités intégrées et coordonnées de tous les éléments civils et en uniforme de la mission afin de prévenir, d'empêcher ou de contrer les menaces de violence physique contre les civils dans les limites des capacités et des zones de déploiement de la mission, en recourant à tous les moyens nécessaires, y compris et jusqu'à la force létale »

Politique du DOMP/DAM sur la protection des civils dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU (Réf.2023.05)

Chaque phrase de la définition de la PdC a une signification importante :

Diapositive 5



2.4 Protection des civils 

Définitions

- « Sans porter atteinte à la responsabilité du gouvernement hôte »
- « Menaces de violence physique à l'encontre de civils »
- « Tous les moyens nécessaires »
- « Jusqu'à et y compris la force létale »
- « Dans les limites de ses capacités »

Politique du DOMP/DAM sur la protection des civils dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU (Réf.2023.05)

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 5

« Sans porter atteinte à la responsabilité du gouvernement hôte »

- Cette mention souligne que le gouvernement d'un État est le premier responsable de la protection des civils à l'intérieur de ses frontières. La présence d'une mission de maintien de la paix de l'ONU ne change pas cette responsabilité.

« Menaces de violence physique à l'encontre de civils »

- Ces menaces englobent tous les actes ou situations hostiles susceptibles d'entraîner la mort ou des blessures graves pour les civils, y compris la violence sexuelle, quelle que soit la source de la menace. Le terme « menace » englobe à la fois la violence qui s'est déjà concrétisée et la violence qui paraît susceptible de se produire.

« Tous les moyens nécessaires »

- Cette mention autorise une mission à employer tous les moyens nécessaires pour protéger les civils menacés. Elle se rapproche des expressions « action nécessaire » et « toutes les mesures et ressources nécessaires ».

« Y compris et jusqu'à la force létale »

- Cette mention signifie que toutes les ressources d'un contingent peuvent être utilisées. Elles doivent être utilisées progressivement, selon un continuum qui comprend trois grands niveaux. Le premier niveau est la présence physique imposante, c'est-à-dire le fait d'être visiblement présent dans la zone de la

menace. On passe ensuite au deuxième niveau, c'est-à-dire la force non létale, et enfin au troisième niveau, qui est l'emploi de la force létale.

« Dans les limites des capacités »

- Ce principe reconnaît qu'aucune mission de maintien de la paix de l'ONU ne peut faire face à toutes les menaces qui pèsent sur les civils. Les missions doivent prioriser les ressources engagées, la prévention et la réponse en fonction de l'analyse, conformément au concept opérationnel présenté plus loin dans la leçon (trois niveaux).

Approche en matière de mise en pratique de la définition

Les opérations militaires et policières visant à assurer la PdC doivent adopter une approche proactive, en recourant à des mesures préventives ou préemptives. Ces mesures sont coordonnées avec l'ensemble des conseillers civils, policiers et militaires chargés de la protection.

Une approche proactive peut dissuader les auteurs de mettre leurs menaces à exécution. Elle renforce la confiance de la population civile. Les agents de maintien de la paix doivent gérer et contrôler activement les situations plutôt que de se contenter d'y réagir. Ils doivent gérer les menaces avant que celles-ci ne posent un problème critique. La prévention reste la forme la plus efficace et la plus durable de protection des civils.

Malgré tous les efforts déployés par une mission, les opérations militaires ou policières peuvent causer des dommages aux civils, même si ce n'est pas leur intention. C'est la raison pour laquelle des mesures doivent être mises en œuvre pour minimiser et atténuer les dommages potentiels. La participation et l'implication active d'experts locaux en matière de protection des civils et de la police dans le processus de planification militaire peuvent contribuer à réduire de manière significative les dommages causés aux civils.

Lorsqu'il mène des opérations, le personnel militaire et policier, conformément aux règles d'engagement (RDE) ou aux directives sur l'usage de la force (DUF), doit prendre le plus grand soin d'éviter de blesser des civils ou d'endommager des biens ou des actifs civils. Les commandants à tous les niveaux doivent régulièrement sensibiliser le personnel au contenu des RDE et des DUF. Ils doivent également vérifier attentivement que la force est utilisée de manière adéquate et proportionnée.

Après des opérations majeures, les missions doivent procéder à une analyse après action (AAA) avec les composantes pertinentes de la mission, notamment le conseiller ou le référent en matière de PdC, le responsable des bonnes pratiques, l'unité Genre et la composante Droits de l'homme.

Les analyses après action (AAA) :


- Font partie de l'approche de gestion des connaissances du Département des opérations de paix (DPO)
- Permettent de mettre en évidence les enseignements clés qui éclaireront les opérations futures et fournissent des recommandations sur la manière d'atténuer les effets négatifs des actions déjà réalisées.



Conseils aux formateurs : Effectuez un brainstorming avec les participants sur la signification du terme « civil ». Utilisez les points clés que vous avez notés pour faire le lien avec le reste de la leçon.


Diapositive 6



2.4 Protection des civils 

Qu'est-ce qu'un civil ?

- Tout le monde est considéré comme un civil, sauf :
 - Les membres des forces armées
 - Les membres d'un groupe armé organisé ayant une fonction de combat permanente
 - Les civils qui participent directement aux hostilités
- En cas de doute sur le fait qu'une personne soit un civil ou non, celle-ci est considérée comme un civil.



MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 6

Pour les besoins du mandat de PdC dans le cadre du maintien de la paix, tout le monde est considéré comme un civil **sauf** :

- Les membres des forces armées
- Les membres d'un groupe armé organisé ayant une fonction de combat continue (c'est-à-dire qui participent à des combats sans interruption)
- Les civils participant directement aux hostilités pendant les combats.

En cas de doute sur le statut civil d'une personne, celle-ci est considérée comme un civil. Les missions s'efforcent de rétablir la sécurité pour tous les civils. Le personnel de maintien de la paix accorde une attention particulière aux besoins de protection des personnes et des groupes vulnérables.


Les personnes les plus susceptibles d'être la cible de violences sont les suivantes :

- Les enfants
- Les femmes

- Les minorités ethniques ou religieuses
- Les réfugiés
- Les personnes déplacées internes
- Les personnes en situation de handicap
- Les personnes blessées
- Les personnes âgées.

Diapositive 7



2.4 Protection des civils 

Menaces sur les civils

Les violations réelles ou potentielles du droit à la vie et à l'intégrité physique, telles que les tentatives de :

- Tuer, torturer ou mutiler
- Contraindre des personnes à se déplacer
- Affamer ou piller
- Commettre des actes de violence sexuelle
- Enlever ou détenir arbitrairement
- Recruter quelqu'un de force

MFBDP de l'ONU 2025 Diapositive 7



Message clé n°2 : Une menace est une personne ou une chose susceptible de causer des dommages ou de représenter un danger. Une menace pour la protection des civils (PdC) s'entend de tout ce qui expose les civils à un risque de blessure ou de préjudice.

Menaces contre les civils

- Les menaces contre les civils peuvent provenir de n'importe quelle partie au conflit. Il s'agit de menaces de mort, de blessures ou d'autres préjudices.




Exemples – Tentatives de :

- Tuer, torturer ou causer des dommages permanents à une partie du corps (mutilation)
- Forcer des personnes à se déplacer vers une autre zone (déplacement forcé)

- Priver quelqu'un de nourriture (affamer) ou lui voler des biens (pillier)
 - Commettre des actes de violence sexuelle
 - Enlever ou emprisonner quelqu'un sans raison
 - Recruter quelqu'un de force.
-
- Les atteintes physiques réelles ou potentielles à l'intégrité physique des civils peuvent également être associées à des **actions licites des forces de sécurité étatiques ou internationales**, telles que définies dans le droit international humanitaire (DIH).
 - Les atteintes physiques réelles ou potentielles à l'intégrité physique des civils peuvent provenir de mines, de munitions non explosées (MNE) ou d'engins explosifs improvisés (EEI).

Diapositive 8



2.4 Protection des civils 

Menaces sur les civils

Les menaces peuvent provenir d'acteurs étatiques et non étatiques, tels que :

- Les groupes armés non étatiques
- Les groupes de légitime défense
- Les forces de sécurité ou de défense du pays hôte
- Les agents de l'État et les acteurs armés à la solde de l'État
- Les groupes extrémistes violents

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 8

Les menaces peuvent provenir d'acteurs étatiques et non étatiques. Les groupes susceptibles de constituer une menace sont notamment les suivants :

- Les groupes armés non étatiques
- Les groupes de légitime défense
- Les forces de sécurité ou de défense du pays hôte
- Les agents de l'État et acteurs armés soutenus par l'État (y compris les sociétés militaires privées qui fournissent des services armés contre rémunération)
- Les groupes extrémistes violents.

La violence à l'encontre des civils repose sur deux motivations principales :

- **L'opportunité** (c'est-à-dire qu'il est facile de la commettre). Il s'agit d'une violence aléatoire résultant de l'absence d'ordre public dans les situations de conflit et d'après-conflit.
- **L'application des plans stratégiques** des auteurs des violences. Ces plans peuvent être politiques, économiques, religieux ou militaires. Cette violence vise des individus ou des communautés spécifiques. Elle peut avoir pour cible des groupes ethniques, raciaux, sexuels, religieux ou politiques, des communautés spécifiques ou des personnes issues de régions géographiques particulières.

Afin de prévenir les menaces contre les civils et d'en dissuader les auteurs, les composantes en uniforme de la mission doivent réfléchir et agir de manière proactive.

Cela peut s'avérer particulièrement difficile lorsque les forces de sécurité de l'État constituent une menace pour les civils.

Une réponse militaire ou policière vigoureuse de l'ONU peut entraîner des retombées politiques ou une insécurité pour le personnel de maintien de la paix. Néanmoins, les unités militaires de l'ONU, qui collaborent fréquemment avec la police de l'ONU, doivent agir rapidement et de manière décisive en respectant les RDE spécifiques à la mission et le DUF. Ils doivent employer tous les moyens nécessaires pour protéger les civils, même lorsque les forces de sécurité du pays hôte ne protègent pas les civils ou sont elles-mêmes à l'origine de la menace. Les missions doivent également s'efforcer de renforcer la capacité des autorités du pays hôte à protéger les civils. C'est le seul moyen durable de protéger les civils. Les partenariats avec les autorités du pays hôte doivent se conformer à la Politique de diligence voulue de l'ONU en matière de droits humains (voir *Leçon 2.3 Droits humains*).



Conseils aux formateurs : Dans le cadre de la préparation du Module 2 et de cette leçon, identifiez les participants ou les experts disponibles qui ont une expérience de la PdC au sein des missions de maintien de la paix de l'ONU. Invitez-les à partager ces expériences et à mettre en évidence la réalité et les défis que représente la PdC dans un contexte de mission réel.

Diapositive 9



2.4 Protection des civils 

Facteurs de vulnérabilité

- Facteurs individuels et communautaires
- Facteurs environnementaux
- Accès à l'assistance
- Autosuffisance



MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 9



Message clé n°3 : Les personnes sont vulnérables lorsqu'elles sont exposées ou susceptibles de l'être. Les stratégies de protection et les facteurs individuels, communautaires et environnementaux, peuvent modifier le niveau de vulnérabilité des civils.

Les facteurs de vulnérabilité peuvent inclure, sans s'y limiter :

- Les facteurs individuels et communautaires
 - L'âge, le genre, le sexe, l'appartenance ethnique, la religion, l'affiliation politique et le statut social.
- Les facteurs environnementaux
 - La situation géographique, le niveau d'urbanisation, la proximité et les capacités de l'autorité publique dans la région, le niveau de développement des infrastructures et de la communication.
- L'accès à l'assistance
 - La capacité à accéder aux services et à interagir.
- L'autosuffisance
 - La capacité des communautés à être des acteurs décisifs de leur propre protection. Il peut également s'agir de capacités d'alerte précoce.

L'ensemble des stratégies, actions, plans et programmes liés à la mise en œuvre du mandat de PdC doivent tenir compte des différences de statut et de pouvoir entre les groupes, par exemple entre les hommes et les femmes, les adultes et les enfants.

Importance de la protection des civils

Diapositive 10



2.4 Protection des civils 

Importance de la protection des civils

- Il est de plus en plus fréquent que les civils fassent l'objet d'attaques intentionnelles pendant les conflits armés.
- Les femmes et les enfants souffrent de manière disproportionnée



MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 10



Message clé n°4 : Il est de plus en plus fréquent que les civils fassent l'objet d'attaques intentionnelles pendant les conflits armés.

Il est de plus en plus fréquent que les personnes qui participent à des conflits violents prennent pour cible des civils de manière intentionnelle. En réponse, le Conseil de sécurité peut confier aux opérations de maintien de la paix de l'ONU (OMPNU) le mandat de protéger les civils contre les violences physiques.



Conseils aux formateurs : Envisagez d'utiliser le mandat de la MINUSCA sur la PdC à compter de 2023 comme base d'une activité d'apprentissage rapide avec le groupe de participants. Le texte du mandat est fourni dans l'Activité d'apprentissage 2.4.3 de l'Aide à l'apprentissage.

Il convient de noter que le mandat relatif à la PdC est assez long, ce qui témoigne de l'importance et de la signification de plus en plus précise que le Conseil de sécurité accorde à cette tâche du mandat.

En fonction de la taille du groupe, distribuez des copies de cet exemple et demandez à différents groupes de se concentrer sur les parties spécifiques qui leur ont été attribuées, puis d'en rendre compte à l'ensemble du groupe.

Questions d'orientation :

- *Que comprennent les membres du groupe de la partie du mandat de PdC qui leur a été attribuée ? Quelles sont les menaces spécifiques qu'elle vise à traiter ?*
- *Quels autres éléments abordés jusqu'à présent dans la formation préalable au déploiement renforcent ce mandat ?*
- *Sur la base de l'expérience des membres du groupe et de la formation suivie jusqu'à présent, quels sont les éléments et les fonctions de la mission qui, selon les participants, contribuent à la mise en œuvre du mandat de PdC ?*
- *Utilisez le texte du mandat ainsi que la leçon pour souligner les messages clés. Faites référence au mandat lorsque vous abordez le cadre juridique de la protection des civils, car le mandat fait partie de ce cadre.*

Cadre juridique de la protection des civils



Conseils aux formateurs : Le Module 1 présente le cadre juridique du maintien de la paix de l'ONU. Rappelez ce contenu aux participants. Les mêmes lois internationales s'appliquent dans le domaine des droits humains. Effectuez un brainstorming pour récapituler.

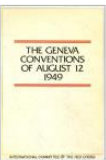
Diapositive 11



2.4 Protection des civils 

Cadre juridique de la PdC

- Le droit international
- Les résolutions du Conseil de sécurité
- La législation nationale



MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 11



Message clé n°5 : Le droit international oblige les opérations de maintien de la paix de l'ONU à protéger les civils dans les conflits.

Le cadre juridique international qui oblige les opérations de maintien de la paix de l'ONU à protéger les civils dans les conflits comprend :

- La Charte des Nations Unies
- Le DIH
- Le droit international relatif aux droits humains (DIDH)
- Le droit international des réfugiés

La législation nationale du pays hôte peut également régir la mise en œuvre des mandats relatifs à la PdC. Le Conseil de sécurité a adopté de nombreuses résolutions condamnant le ciblage des civils dans les conflits armés. La PdC est un point important de l'ordre du jour du Conseil de sécurité depuis 1999. La Mission d'assistance de l'ONU en Sierra Leone (MINUSIL), créée la même année, a été la première mission de maintien de la paix de l'ONU à se voir confier un mandat spécifique de protection des civils. Cet événement reflétait la préoccupation croissante de la communauté internationale concernant l'impact négatif des conflits sur les civils. Le mandat de PdC renforce le mandat de la mission en matière de promotion et de protection des droits de l'homme. Il complète et soutient également les mandats relatifs à d'autres tâches transversales et thématiques, telles que :


- Les droits humains
- La protection de l'enfance
- La violence sexuelle liée aux conflits (VSLC)
- L'agenda Femmes, paix et sécurité (FPS)
- La création d'un environnement propice à l'acheminement de l'aide humanitaire.

Les tâches du mandat doivent être planifiées de manière à bien s'articuler les unes avec les autres, et les experts au sein de la mission doivent s'y associer afin de garantir la coordination des réponses.

Les partenaires de protection

Diapositive 12



2.4 Protection des civils 

Les partenaires de protection

Principal responsable :

- Le gouvernement du pays hôte

Autres partenaires de protection :

- Communautés locales
- Partenaires de l'ONU – HCR, HCDH, OCHA, UNICEF
- Comité international de la Croix-Rouge (CICR)
- Forces militaires non onusiennes
- Organisations non gouvernementales (ONG), organisations de la société civile nationales et internationales

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 12



Message clé n°6 : La protection des civils (PdC) ne relève pas uniquement de la responsabilité de l'ONU en matière de maintien de la paix. **Il incombe toujours en premier lieu au gouvernement du pays hôte de protéger les civils à l'intérieur de ses frontières.** La mission de maintien de la paix de l'ONU et ses partenaires soutiennent et coordonnent l'action du pays hôte en matière de paix et de sécurité.

Des partenariats diversifiés en matière de PdC

Communautés locales : Les communautés peuvent jouer un rôle actif dans leur propre protection. Les interventions du personnel de maintien de la paix doivent consolider l'action existante des communautés locales.

HCR (Haut-commissariat de l'ONU pour les réfugiés) Le personnel du HCR travaille au sein des communautés hôtes et des camps de réfugiés ou de personnes déplacées internes. Il contribue à la protection juridique, matérielle et physique et atténue les menaces potentielles de violence à l'encontre de toutes les personnes déplacées. Il tente également de fournir un abri, de la nourriture, de l'eau et des soins médicaux. En règle générale, le HCR dirige également les travaux de protection de l'équipe de pays de l'ONU.

HCDH (Haut-commissariat aux droits de l'homme) : Le HCDH promeut et protège les droits humains. Il intègre les droits humains dans toutes les activités de l'ONU dans le pays hôte. Le HCDH collabore avec le DPO en matière de droits humains au sein des opérations de maintien de la paix. Cela inclut la mise en place d'une composante Droits de l'homme dans les missions. Il oriente et soutient la mise en œuvre des mandats relatifs aux droits humains.

OCHA (Bureau de la coordination des affaires humanitaires) : OCHA soutient les organisations humanitaires et leur fournit des outils et services pour répondre efficacement aux besoins des personnes en situation de crise, comprendre et analyser les besoins de ces dernières et mobiliser l'aide internationale. OCHA :

- Alerte et informe les organisations humanitaires en cas de crise
- Veille à ce que les organisations humanitaires disposent des fonds et des ressources nécessaires pour intervenir en cas d'urgence
- Dirige l'élaboration des politiques humanitaires
- Fait campagne en faveur des droits des personnes touchées par les crises humanitaires.

UNICEF (Fonds de l'ONU pour l'enfance) : L'UNICEF est actif dans le domaine de la protection de l'enfance ainsi que de la prévention et de la réponse à la violence, à l'exploitation et aux abus. L'UNICEF assure le suivi du droit international humanitaire ainsi que des violations et atteintes aux droits humains dont sont victimes les enfants dans le cadre des conflits et établit des rapports à ce sujet. L'UNICEF est généralement le chef de file en matière de protection de l'enfance au sein de l'ONU.

CICR (Comité international de la Croix-Rouge) Le CICR est le gardien du DIH. La mission du CICR consiste à « protéger la vie et la dignité des victimes de conflits armés et d'autres situations de violence, et leur fournir une assistance » (Politique de protection du CICR, p. 1).

Forces militaires non onusiennes : Le Conseil de sécurité peut approuver le déploiement de forces parallèles provenant d'un gouvernement particulier ou d'une organisation régionale.



Exemple – RCA et Mali

En République centrafricaine et au Mali, des forces militaires non onusiennes d'un État Membre (la France) et d'une organisation régionale (l'Union africaine) ont été déployées. Les forces parallèles peuvent se déployer plus rapidement que l'ONU et sont donc souvent en mesure de mettre fin à une spirale de violence avant l'arrivée d'une mission de maintien de la paix de l'ONU.

Organisations non gouvernementales et de la société civile : Ces partenaires contribuent à la protection des civils. Ils fournissent une aide humanitaire, surveillent et signalent les violations des droits humains et contribuent à la réforme des institutions judiciaires. Ces organisations peuvent être nationales ou internationales.



Conseils aux formateurs : Demandez aux participants de quels partenaires évoqués dans les leçons précédentes du Module 2 ou du Module 1 ils se souviennent. À ce stade de la formation préalable au déploiement qui repose sur le module de formation de base préalable au déploiement (MFBPD), on peut s'attendre à ce que les apprenants soient plus au fait du rôle des différents partenaires et de leur importance. Invitez-les à s'en remémorer les détails. S'ils ne s'en souviennent pas, envisagez de leur proposer un apprentissage en autonomie pour combler les lacunes.

Politique et orientation du Département des opérations de paix (DPO) sur la PdC dans le cadre des opérations de maintien de la paix de l'ONU



Conseils aux formateurs : Les mandats de PdC reposent sur un éventail complet de principes. Invitez les apprenants à effectuer un brainstorming sur ces principes. Notez les points clés qu'ils soulèvent.

Selon la taille du groupe, réalisez l'exercice en plénière ou divisez les apprenants en petits groupes et demandez à chaque groupe de dresser une liste aussi longue que possible de principes pertinents.

Indiquez aux apprenants que la liste de référence comporte 14 éléments, pour leur donner un objectif.


Remettez une récompense informelle ou un prix au groupe qui a dressé la liste la plus longue d'éléments corrects. Certains principes s'inspirent directement des opérations de maintien de la paix de l'ONU et de leur histoire.

D'autres se rapportent à l'approche adoptée par l'ONU en matière de PdC.

Utilisez la liste des principes pour guider les apprenants s'ils ne parviennent pas à identifier les différents types ou points spécifiques.

Diapositive 13



2.4 Protection des civils 

Principes directeurs de PdC

1. Fondée sur le droit international
2. Mandat prioritaire
3. Responsabilité première du pays hôte
4. Alignée sur les principes du maintien de la paix
5. Placée sous une direction un commandement et un contrôle efficaces
6. Devoir actif de protection
7. Activité à l'échelle de la mission

MFBDP de l'ONU 2025 Diapositive 13



Message clé n°7 : Le Département des opérations de paix (DPO) fournit des orientations et élabore des politiques sur la protection des civils qui s'appliquent à toutes les missions ayant un mandat de protection des civils (PdC).

Principes

La PdC dans le cadre des opérations de maintien de la paix est régie par les principes ci-dessous.

1. **Fondée sur le droit international :** Les mandats de PdC témoignent de l'engagement de la communauté mondiale à prévenir les violations du droit international.
2. **Mandat prioritaire :** La PdC doit être prioritaire dans les décisions concernant l'affectation et l'utilisation des capacités et des ressources disponibles.
3. **Responsabilité première du pays hôte :** Il incombe toujours en premier lieu au pays hôte de protéger les civils sur son territoire. Les activités et le travail des missions de maintien de la paix de l'ONU en matière de PdC soutiennent, dans la mesure du possible, les efforts du pays hôte dans ce domaine. Toutefois, la mission peut intervenir de manière indépendante pour protéger les civils lorsque le pays hôte est jugé incapable ou peu disposé à le faire, ou lorsque les forces gouvernementales elles-mêmes constituent une menace pour les civils.
4. **Alignée sur les principes du maintien de la paix :** Les opérations de maintien de la paix de l'ONU sont guidées par trois principes interdépendants et complémentaires :
 - Consentement des parties
 - Impartialité


- Absence d'emploi de la force, sauf en cas de légitime défense et de défense du mandat.

La PdC est pleinement conforme à ces principes. **À ce titre, rien ne saurait justifier un manquement à l'obligation de protéger les civils.**

5. **Placée sous une direction, un commandement et un contrôle efficaces :** Les hauts responsables des missions et du siège de l'ONU sont responsables en dernier ressort de la mise en œuvre du mandat de PdC. Ils doivent en définir l'orientation stratégique et veiller à la redevabilité de toutes les composantes de la mission concernant l'efficacité de leur action. Les composantes en uniforme suivent les règles et directives établies par le commandant de la Force et le commissaire de police. Les commandants des contingents s'assurent que toutes les personnes placées sous leur commandement comprennent et respectent ces règles et la politique de PdC.
6. **Devoir actif de protection :** Toutes les composantes de la mission doivent s'efforcer en permanence d'anticiper, de prévenir et de contrer les menaces qui pèsent sur les civils. Elles ne sauraient se contenter de réagir aux attaques. Les activités visant à protéger les civils doivent être planifiées, intentionnelles et continues, et s'appuyer sur le dialogue et l'engagement.
7. **Activité à l'échelle de la mission :** La PdC exige une approche coordonnée et intégrée associant les éléments civils et en uniforme, qui accorde la priorité aux activités de PdC dans les plans de travail, la formation et les évaluations.

Diapositive 14



2.4 Protection des civils 

Principes directeurs de PdC

8. Approche coordonnée
9. Mise en œuvre en coopération avec les acteurs de l'aide humanitaire et du développement et dans le respect des principes humanitaires
10. Approche adaptée et basée sur la communauté
11. Prise en compte des questions de genre
12. Approche intégrée en matière de protection de l'enfance
13. Application du principe « ne pas nuire »
14. Facilitée par la technologie, éclairée par les données

MFBDP de l'ONU 2025 Diapositive 14

8. **Approche coordonnée :** Les opérations de maintien de la paix coordonnent leurs efforts avec divers acteurs de la protection, en partageant les informations afin d'optimiser l'engagement aux niveaux local, national, régional et international.
9. **Mise en œuvre en coopération avec les acteurs de l'aide humanitaire et du développement et dans le respect des principes humanitaires :**


Une coordination étroite avec les agences humanitaires et de développement est essentielle, dans le respect de leurs principes et en maintenant une distinction claire entre leurs rôles respectifs.

10. **Approche personnalisée et basée sur la communauté** : Les actions, plans et programmes visant à protéger les civils doivent reposer sur un engagement continu et significatif auprès des communautés locales, en tenant compte de leurs divers besoins. Cela comprend la consultation des femmes, des hommes, des filles et des garçons, l'autonomisation des acteurs et des organisations locaux et le soutien aux moyens existants de protection des civils. L'analyse et la planification de la PdC doivent tenir compte des besoins et des menaces variables auxquels sont confrontés les différents groupes de civils. L'engagement communautaire, pris en charge par les assistants de liaison communautaires (ALC), devrait intervenir à chaque étape de la mise en œuvre. La mise en œuvre des activités de PdC doit inclure un plan sur la manière dont ces activités seront transférées par la suite à la communauté ou à un tiers.
11. **Prise en compte des questions de genre** : L'ensemble des stratégies, actions, plans et programmes liés à la mise en œuvre du mandat de PdC doivent tenir compte de la dimension de genre. Cela nécessite de comprendre les différences entre les genres en termes de statut et de pouvoir, qui font que les femmes et les hommes, les filles et les garçons doivent bénéficier de protections différentes. La PdC tenant compte des questions de genre prend ces différences en considération. Elle modifie les efforts de PdC déployés pour répondre à une menace ou encore éliminer ou atténuer un risque pour les civils, quel que soit leur genre.
12. **Approche intégrée en matière de protection de l'enfance** : Les besoins spécifiques des enfants (garçons et filles) en matière de protection doivent être pris en compte et satisfaits lors de la mise en œuvre du mandat de PdC, notamment en adoptant une approche intégrée des considérations relatives à la protection de l'enfance dans l'analyse conjointe (évaluation des menaces, alerte précoce), le partage d'informations, la planification conjointe et l'engagement communautaire.
13. **Ne pas nuire** : Toutes les composantes de la mission doivent veiller à ne pas exposer les civils avec lesquels elles interagissent à des risques ou à des préjudices. Cela peut inclure l'exposition des civils à d'éventuelles représailles pour avoir coopéré avec la mission. La confidentialité doit être respectée, le consentement éclairé doit être obtenu pour signaler les atteintes et les violations, et des mesures doivent être prises pour atténuer tout préjudice pendant les opérations.
14. **Facilitée par la technologie, éclairée par les données** : Les nouvelles technologies peuvent aider les agents de maintien de la paix à anticiper et prévenir les menaces qui pèsent sur les civils et y répondre. Elles peuvent également faciliter l'engagement auprès des populations locales. La PdC doit être au centre des décisions relatives au déploiement et à l'affectation des ressources ainsi qu'à l'acquisition, à l'analyse et au partage des informations obtenues.

Concept opérationnel de la PdC

Diapositive 15



2.4 Protection des civils 

Concept opérationnel de PdC – trois niveaux

- La PdC est mise en œuvre à trois niveaux, simultanément et sans hiérarchie inhérente
- Toutes les composantes de la mission ont un rôle à jouer à chaque niveau

Niveau I	Niveau II	Niveau III
Protéger par le dialogue et l'engagement	Assurer la protection physique	Mise en place d'un environnement protecteur

MFBPD de l'ONU 2025
Diapositive 15



Message clé n°8 : La protection des civils (PdC) est mise en œuvre à trois niveaux. Tous les niveaux sont traités en même temps et sont d'égale importance. Toutes les composantes de la mission ont un rôle à jouer à chaque niveau.

- Niveau I : Protéger par le dialogue et l'engagement
- Niveau II : Assurer la protection physique
- Niveau III : Mettre en place un environnement protecteur

Les opérations de maintien de la paix dotées d'un mandat de protection des civils utilisent une gamme d'instruments et d'approches. Ceux-ci sont classés en trois niveaux, comme indiqué sur la diapositive. Ces trois niveaux se complètent et se renforcent mutuellement. Tous les niveaux sont traités en même temps. Les niveaux sont mis en œuvre de manière stratégique, conformément au mandat de la mission, à la phase de la mission et à la situation sur le terrain.

Tous les niveaux sont d'égale importance et n'ont pas d'ordre fixe. Le mandat de PdC est mis en œuvre à tous les niveaux des missions de maintien de la paix. Toutes les composantes de la mission ont un rôle clé à jouer à chaque niveau. Toutes les actions sont axées sur la prévention et l'anticipation. La responsabilité première du pays hôte en matière de protection des civils est également essentielle.

Aux trois niveaux, les agents de maintien de la paix de l'ONU ont recours à des approches armées et non armées pour protéger les civils. Les approches non armées de la protection (ANAP) comprennent l'ensemble des activités de protection menées par le personnel civil et en uniforme qui ne reposent pas sur la puissance

militaire, la menace ou l'usage de la force. Les ANAP doivent être mises en œuvre dans le cadre d'une approche globale et intégrée plus large qui inclut un engagement politique de haut niveau. Elles doivent s'appuyer sur la menace d'usage de la force ou l'usage effectif de la force par les agents de maintien de la paix en uniforme.

Niveau I : Protéger par le dialogue et l'engagement

Les activités de niveau I comprennent les activités ci-après :

- Dialogue actif, structuré et régulier avec les personnes qui commettent ou sont susceptibles de commettre des actes de violence à l'encontre des civils
- Résolution de conflits et médiation entre les parties au conflit
- Initiatives visant à inciter le gouvernement hôte, ses institutions de sécurité et d'autres acteurs pertinents à intervenir pour protéger les civils
- Activités de résolution des conflits au niveau local et de cohésion sociale
- Communication stratégique
- Enquêtes
- Plaidoyer
- Initiatives de réconciliation
- Élaboration de rapports sur les problèmes liés aux droits humains et à la protection
- Toute autre initiative qui vise à protéger les civils par la communication, le dialogue et l'engagement.

Niveau II : Assurer la protection physique

Le niveau II comprend les activités de toutes les composantes de la mission qui visent à protéger physiquement les civils, que ce soit par une présence protectrice, un interposition, la menace d'usage de la force ou l'usage effectif de la force, l'organisation de déplacements en toute sécurité ou l'offre d'un abri.

Notamment, le niveau II comprend des activités réalisées par des intervenants en uniforme qui ont pour fonction de montrer leur présence ou ont recours à la force pour empêcher la concrétisation des menaces qui pèsent sur les populations civiles, pour dissuader les auteurs potentiels de les commettre et pour y répondre. Cependant, les composantes civiles des missions peuvent également faire office de présence protectrice grâce à leur engagement régulier, visible et direct auprès des populations civiles en danger.

Niveau III – Mettre en place un environnement protecteur

Les activités de niveau III sont souvent programmatiques (c'est-à-dire des activités opérationnelles et limitées dans le temps qui soutiennent la mise en œuvre du mandat). Elles s'appuient sur des ressources engagées pour la consolidation de la paix, la prévention des conflits et le règlement des conflits.

Les activités de niveau III sont parfois présentées comme des tâches relevant d'un mandat distinct dans le cadre de résolutions propres aux pays. Elles aident à développer un environnement protecteur pour les populations civiles, à empêcher l'émergence ou la réémergence des menaces de violences physiques, à soutenir la légitimité du pays hôte et sa capacité à protéger les civils et à favoriser l'établissement ou le rétablissement de l'État de droit et de la justice pénale.

Mise en œuvre du mandat de PdC




Conseils aux formateurs : Récapitulez les définitions suivantes.

- **Menace** : Personne ou objet susceptible de causer un préjudice.
- **Vulnérabilité** : Faiblesse exposant une personne à subir un préjudice.
- **Risque** : Danger potentiel résultant d'une vulnérabilité.

Diapositive 16



2.4 Protection des civils 

Évaluation de la menace et des risques de PdC

Les missions doivent évaluer :

- Les menaces existantes et probables
- Les communautés à risque
- Les capacités de la mission
- La capacité des autres acteurs de la protection
- L'avantage comparatif de la mission

MFBDP de l'ONU 2025 Diapositive 16



Message clé n°9 : Le personnel de maintien de la paix doit éliminer les menaces et réduire les risques pour les civils. Les missions procèdent à des évaluations régulières des menaces afin d'anticiper et de prévenir la violence avant qu'elle ne se produise. Elles planifient par la suite une réponse rapide et complète.

Évaluation de la menace et des risques de PdC

Dans le cadre du processus d'évaluation et de hiérarchisation des menaces, les missions doivent évaluer :

- Les menaces existantes et probables
- Les communautés à risque
- Les capacités de la mission
- La capacité des autres acteurs de la protection
- La force de la mission par rapport aux menaces auxquelles elle peut être confrontée.

La direction de la mission doit identifier les menaces stratégiques prioritaires et les détailler dans une matrice des menaces PdC qui doit être régulièrement passée en revue aux niveaux stratégique, opérationnel et tactique. Les menaces pesant sur les civils seront évaluées de manière continue et quotidienne par les bases opérationnelles permanentes et les bases opérationnelles provisoires.

De manière générale, les forums et mécanismes de coordination de la PdC mis en place par la mission devraient appliquer un processus stratégique et complet d'évaluation et de priorisation des menaces de PdC.

Les mécanismes de coordination de la PdC doivent inclure des représentants de toutes les composantes pertinentes de la mission et, le cas échéant, de l'équipe de pays de l'ONU. Ils doivent assurer que les facteurs pertinents (politiques, sécuritaires, liés au genre, aux droits humains, etc.) soient pris en compte lors de l'évaluation et de la priorisation des menaces pesant sur les civils.

La bonne intégration des différents types d'informations dans l'évaluation des menaces de PdC dépend d'un partage adéquat des informations entre les composantes pertinentes chargées de recueillir ou d'analyser ces informations.

Dans le cadre du processus d'évaluation des menaces, les missions devraient identifier les civils exposés à chaque menace et chercher à comprendre l'impact que pourrait avoir un conflit sur différentes parties de la population civile, en tenant compte des détails les plus infimes et les plus subtils de cet impact.

Après avoir identifié les menaces pesant sur les civils, la mission devrait évaluer le niveau de risque auquel la population civile est exposée pour chaque menace. À cet effet, elle doit estimer la probabilité que la menace se concrétise et l'effet d'un tel événement sur les civils. Pour évaluer l'impact, la mission doit tenir compte de l'ampleur, de la gravité, de l'intensité, de la régularité et du caractère systématique de la violence.


Pour décider de la réponse à apporter à une menace spécifique pesant sur les civils, la mission doit prendre en considération :

- La nature de la menace et le risque pour les civils qui y sont associés.
- La capacité et la volonté du pays hôte de répondre à la menace.
- La capacité de la mission à faire face à la menace, que ce soit de manière unilatérale ou conjointement avec d'autres acteurs de la protection.
- Les avantages comparatifs et l'impact attendu de la mission sur l'atténuation ou l'élimination de la menace.

- Les éventuelles conséquences négatives des actions ou de l'inaction de la mission. Les actions d'une mission peuvent entraîner des dommages directs ou indirects aux civils, des répercussions politiques ou des représailles. L'inaction peut également entraîner des dommages aux civils, une perte de légitimité et une diminution de la capacité de dissuasion. L'action comme l'inaction peuvent compromettre la sécurité des agents de maintien de la paix comme des civils.

Diapositive 17



2.4 Protection des civils 

Planification de la réponse en matière de PdC

Risque = Probabilité x Impact

PROBABILITÉ	IMPACT				
	NON SIGNIFICATIF	MINEUR	MODÉRÉ	MAJEUR	GRAVE
Presque certaine	Moyen	Élevé	Élevé	Extrême	Extrême
Probable	Moyen	Moyen	Élevé	Extrême	Extrême
Possible	Moyen	Moyen	Élevé	Élevé	Extrême
Peu probable	Faible	Moyen	Moyen	Élevée	Élevé
Rare	Faible	Faible	Moyen	Élevée	Élevé


MFBPD de l'ONU 2025

Diapositive 17

La Diapositive 17 montre comment évaluer le risque que représente chaque menace pour les civils. Il s'agit de déterminer à la fois la probabilité que la menace se concrétise et l'effet que l'événement aurait sur la population. La zone rouge indique le niveau de risque le plus élevé pour les civils. D'autres risques, quoique probables, peuvent avoir un impact moindre (jaune), alors que certains risques peuvent être moins probables mais avoir un impact plus grave (orange).

Diapositive 18



2.4 Protection des civils 

Planification de la réponse en matière de PdC

La stratégie de la mission de PdC :

- Définit les objectifs stratégiques obligatoires
- Évalue les menaces, les risques et les capacités
- Fixe des priorités en cas de menaces multiples
- Définit l'approche de la mission ainsi que les activités, les rôles et les responsabilités en matière de PdC

MFBPD de l'ONU 2025

Diapositive 18



Message clé n°10 : Les missions ayant reçu un mandat de protection des civils (PdC) élaborent une stratégie de PdC pour :

- Exécuter (opérationnaliser) le mandat de PdC
- Coordonner la réponse de la mission aux menaces de violence à l'encontre des civils.

La stratégie de PdC de la mission :

- Définit les objectifs stratégiques obligatoires
- Évalue les menaces, les risques et les capacités
- Priorise les menaces
- Définit l'approche de la mission, les activités, les rôles et les responsabilités de PdC
- Définit des mécanismes de coordination tant en interne qu'avec les autres acteurs.

La stratégie de la mission en matière de PdC doit être intégrée dans les documents de planification de la mission, y compris le concept, la stratégie et le plan de la mission, dans les documents de planification au niveau des composantes/sections, dans l'analyse des conflits, dans le budget axé sur les résultats et dans l'évaluation des performances, selon les cas.

Coordination au sein de la mission en matière de PdC

Toutes les missions dotées d'un mandat de PdC doivent mettre en place des forums de planification et de coordination au niveau stratégique, opérationnel et tactique. Outre toutes les composantes pertinentes de la mission (civile, policière et militaire), ces forums devraient inclure, selon les cas, OCHA et les organismes de protection. Le cas échéant, ils devraient également inclure d'autres représentants de l'équipe de pays de l'ONU et des acteurs humanitaires.

Ces mécanismes serviront de forums pour le partage et l'analyse d'informations, la planification, la prise de décision, la mise en œuvre et le suivi et l'élaboration de rapports sur les activités en matière de PdC. Les missions devraient adapter les mécanismes de coordination au contexte dans lequel elles évoluent ainsi qu'à leurs besoins spécifiques.

Partenaires de la PdC

Diapositive 19



Partenaires de la PdC	
Autorités nationales	<ul style="list-style-type: none"> Engagement auprès du personnel politique Réforme du secteur de la sécurité et gouvernance (RSS&G) Plaidoyer ciblé Opérations ou patrouilles conjointes
Communautés locales	<ul style="list-style-type: none"> Dialogue Engagement communautaire à l'échelle de la mission Stratégies de protection locales
Communauté humanitaire et de développement	<ul style="list-style-type: none"> Partage systématique de l'information Coordination avec le groupe de protection, l'équipe humanitaire du pays et d'autres acteurs de la protection
Forces militaires non onusiennes	<ul style="list-style-type: none"> Partage d'informations et planification opérationnelle au cas par cas Échanges entre chefs de mission et coopération au niveau opérationnel



Message clé n°11 : Les opérations de maintien de la paix collaborent avec certains partenaires en matière de protection des civils. Les partenaires sont les communautés locales, les autorités nationales, les acteurs de l'aide humanitaire et du développement et les forces militaires non onusiennes.

Autorités nationales

Puisqu'il incombe en premier lieu aux pays hôtes de protéger les civils, les missions collaborent avec les autorités nationales pour renforcer leurs capacités de protection et leur détermination politique (le soutien des décideurs gouvernementaux) en la matière. Cela inclut la coopération entre les trois niveaux de PdC. Les activités peuvent inclure :

- L'engagement auprès du personnel politique
- La réforme du secteur de la sécurité et la gouvernance (RSS&G)
- Le plaidoyer ciblé
- Les opérations ou patrouilles conjointes, en appliquant la politique de diligence voulue en matière de droits humains.

Communautés locales

Les contacts réguliers et la communication avec les membres de la communauté locale sont essentiels pour assurer une PdC efficace. Les missions doivent comprendre les vulnérabilités des civils ainsi que l'environnement des menaces. Les

communautés disposent souvent de capacités de protection que la mission peut contribuer à renforcer.

L'engagement communautaire axé sur la protection peut être pris en charge par :

- Des équipes de protection conjointe (EPC)
- Des ALC
- Des réseaux d'alerte communautaire
- Des stratégies de protection locales.

La communauté humanitaire et de développement

Une coordination efficace entre la mission et les acteurs humanitaires et du développement est essentielle à la mise en œuvre efficace du mandat eu PdC.

Cette coordination doit se fonder sur le respect des mandats, principes et approches distincts des opérations de maintien de la paix et des acteurs humanitaires.

La coordination et l'échange d'informations doivent être fréquents et systématiques. Ils doivent s'inscrire dans des mécanismes établis, notamment les plateformes de coordination civilo-militaire / humanitaire de l'ONU et les mécanismes de coordination intégrés de l'ONU. Ces mécanismes doivent être adaptés au lieu où la mission est basée car les niveaux appropriés d'interaction, de coordination et de coopération varient d'une mission à l'autre.

La coordination et les interactions entre la mission et les acteurs humanitaires, du développement et autres acteurs de la protection des personnes vulnérables peuvent avoir pour objectif, selon les cas :

- Le partage en temps utile des informations sur les menaces pesant sur les civils, y compris les alertes précoces
- Le partage en temps utile d'analyses sur les lieux et les problèmes de protection prioritaires
- La consultation et le partage des stratégies et des priorités de PdC
- L'aiguillage des victimes et des témoins vers des systèmes et services de soutien
- Le développement d'une compréhension mutuelle des approches et des messages
- La planification d'urgence pour les opérations civiles, policières et militaires
- L'appui aux activités de formation et aux exercices
- La compréhension et l'harmonisation des activités et des interventions prévues en matière de protection
- Le traitement des causes profondes des conflits et de la violence contre les civils

- Les missions conjointes d'évaluation ou de protection
- La mise en place de campagnes de communication stratégique complémentaires et coordonnées sur la PdC.

Forces militaires non onusiennes

Lors du déploiement des missions de maintien de la paix aux côtés d'autres forces, il est important que ces différentes unités planifient leur action et travaillent conjointement. Leurs mandats et capacités sont différents.

Elles doivent à tout le moins coordonner leur action en matière de partage d'informations et de planification opérationnelle.

La coordination s'effectue au cas par cas. En règle générale, le représentant spécial du Secrétaire général (RSSG) / chef de mission (CDM) interagit avec le personnel au niveau opérationnel par l'intermédiaire du quartier-général de la force, du centre d'analyse conjoint de la mission (CACM) et d'autres composantes en uniforme et civiles.

Les opérations de maintien de la paix doivent respecter la Politique de diligence voulue de l'ONU en matière de droits de l'homme concernant l'appui de l'ONU aux forces de sécurité non onusiennes.




Conseils aux formateurs : *Le Manuel sur la protection des civils dans le cadre des opérations de maintien de la paix de l'ONU contient des exemples de collaborations avec des partenaires locaux et d'autres partenaires clés.*

Rôles et responsabilités au sein de la mission

Diapositive 20



2.4 Protection des civils 

Rôles et responsabilités au sein de la mission

Toutes les composantes de la mission sont responsables de la mise en œuvre du mandat de PdC. Il s'agit, entre autres :

- Des conseillers à la PdC
- Des hauts responsables civils des missions
- Du commandant de la Force
- Du commissaire de police

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 20



Message clé n°12 : Toutes les composantes d'une mission contribuent à la protection des civils (PdC) dans leur travail quotidien, de manière coordonnée. Certaines unités sont particulièrement axées sur la protection.



Conseils aux formateurs : La Politique du DPO sur la protection des civils dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU (réf. 2023.05) détaille les rôles et responsabilités de toutes les composantes de la mission dans le cadre du mandat de PdC.



Message clé n°13 : Le conseiller à la protection des civils (PdC) conseille la direction et assure une approche coordonnée et intégrée de la mise en œuvre du mandat de PdC.

Le **conseiller à la PdC** :

- Facilite l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie de la mission en matière de PdC
- Informe la direction de la mission des menaces actuelles et émergentes qui pèsent sur les civils ainsi que des possibilités d'intervention afin d'éclairer la prise de décision en temps utile
- Garantit l'adoption d'une approche globale et intégrée dans la mise en œuvre du mandat de PdC
- Veille au respect des politiques et directives pertinentes
- Fournit des conseils et un soutien à la direction et aux composantes de la mission pour la mise en œuvre du mandat de PdC
- Apporte son soutien aux composantes concernées pour faire en sorte que la PdC soit dûment pris en compte dans la planification et l'exécution des opérations de la mission
- Assure une coordination étroite avec les partenaires concernés, y compris les partenaires humanitaires et de développement
- Veille à ce qu'une analyse de la PdC soit incluse dans les systèmes de planification, d'évaluation de la performance et d'élaboration de rapports des missions
- Coordonne l'établissement, le suivi et la mise en œuvre des forums de coordination de la PdC
- Soutient la formation, l'AAA et le partage des enseignements tirés sur la PdC.

Les hauts responsables civils de la mission assument la **responsabilité globale** de la PdC.

Au **niveau stratégique**, cela permet de faire en sorte que :

- La protection des civils soit érigée en priorité dans les principaux documents et plans de la mission
- La mission dispose d'une stratégie en matière de PdC
- La PdC soit intégrée dans les cadres d'évaluation des performances.

Au **niveau politique et opérationnel**, cela permet de faire en sorte que :

- La stratégie politique soit alignée sur le mandat de PdC et le complète
- L'accent soit mis sur la responsabilité première du gouvernement hôte en matière de protection des civils
- Un engagement auprès des acteurs politiques soit mis en œuvre pour promouvoir la protection des civils et prévenir les menaces qui pèsent sur eux.

Au **niveau opérationnel**, cela permet de faire en sorte que :

- Toutes les composantes de la mission coopèrent et coordonnent leur action en matière de PdC, y compris en termes de planification conjointe et d'exécution intégrée des opérations
- Des formations, des exercices et la planification des mesures d'urgence soient assurées
- Des mécanismes d'évaluation des menaces, d'alerte précoce et d'intervention rapide intégrés et tenant compte des questions de genre soient mis en place et fonctionnent correctement
- Les violations des droits humains et du droit international humanitaire soient documentées et prises en compte dans les analyses d'alerte précoce, dans les évaluations des risques et des menaces ainsi que dans la planification stratégique et opérationnelle.

Le **commandant de la Force** :

- Élabore et met en œuvre une stratégie et des plans opérationnels permettant à l'armée de s'acquitter de ses responsabilités dans le cadre du mandat de PdC
- Émet, diffuse et veille au respect des ordres, directives et orientations visant à mettre en œuvre le mandat de PdC et assure la redevabilité à cet égard
- S'assure que les commandants de secteur ont élaboré des plans relatifs à la PdC et émet les ordres nécessaires à cet effet
- Priorise les ressources pour les tâches liées à la PdC

- Veille à la formation, à l'état de préparation et à la disponibilité des capacités en matière de PdC et comble les lacunes si nécessaire
- Veille à l'élaboration, à l'examen et à la révision des plans d'urgence
- En se concertant avec les composantes policière et civile, met en place un cadre global pour la coordination, la planification et la coopération entre les trois composantes
- Veille à ce que la Force répare les dommages qu'elle cause aux civils et prévienne, suive et atténue systématiquement ces dommages
- Plaide en faveur du renforcement des capacités en matière de protection, de DIH et de droits humains auprès de ses homologues du pays hôte
- Fournit des informations et des alertes précoces sur les menaces pesant sur les civils et veille à ce que les allégations de violation du DIH et des droits humains fassent l'objet d'un suivi
- Ordonne la mise en œuvre proactive de mesures préventives et ordonne une réponse aux alertes précoces
- Veille à ce que le conseiller en matière de PdC soit associé aux processus de planification militaire.

Le **commissaire de police** :

- Élabore et met en œuvre une stratégie et des plans opérationnels permettant à la composante police de s'acquitter de ses responsabilités dans l'exécution du mandat de PdC
- Veille à ce que les commandants des unités de police constituées (UPC) comprennent l'approche intégrée en matière de PdC
- Émet et diffuse les ordres, directives et orientations nécessaires à la mise en œuvre du mandat de PdC et veille à leur respect et à la redevabilité à leur égard
- Priorise les ressources et met en avant la préparation en matière de PdC
- Veille à la formation, à la préparation et à la disponibilité des capacités en matière de PdC et comble les lacunes à cet égard
- En concertation avec les composantes militaire et civile, veille à la mise en place d'un cadre global pour la coordination, la planification et la coopération entre les trois composantes
- Veille à l'élaboration, à l'examen et à la révision des plans d'urgence
- Fournit des informations et des alertes précoces sur les menaces pesant sur les civils et assure le suivi des allégations de violation du DIH et des droits humains
- Ordonne la mise en œuvre proactive de mesures préventives et la réponse aux alertes précoces

- Veille à ce que le conseiller à la PdC soit associé aux processus de planification policière.
- Veille à ce que la police répare les dommages qu'elle cause aux civils et prévienne, suive et atténue systématiquement ces dommages
- Plaide en faveur du renforcement des capacités en matière de protection, de DIH et de droits humains auprès de ses homologues du pays hôte
- Fournit des informations et des alertes précoces sur les menaces pesant sur les civils et assure le suivi des allégations de violation du DIH et des droits humains.

Rôles spéciaux des composantes militaire et policière de l'ONU

Diapositive 21



2.4 Protection des civils 

Rôles spéciaux des composantes militaire et policière de l'ONU

- Protection physique
- Mise en œuvre d'une approche proactive
- Élaboration de rapports et suivi



MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 21



Message clé n°14 : Les composantes militaire et policière des missions de l'ONU jouent un rôle essentiel dans la protection des civils (PdC). Leurs rôles particuliers sont les suivants :

- Protection physique
- Approche proactive – patrouilles, points de contrôle, positionnement dissuasif et cordons de sécurité
- Élaboration de rapports et suivi.

Protection physique

La protection physique incombe en premier lieu à la composante militaire. Les UPC et les composantes civiles peuvent lui venir en aide dans le cadre de ce travail. Le

conseiller à la PdC de la mission doit être systématiquement impliqué dans tous les processus de planification militaire et policière.

Approche proactive

Une approche robuste et proactive de la protection des civils est la plus efficace pour la police et l'armée. Une telle approche implique de contrôler activement les situations et de traiter les menaces avant qu'elles ne deviennent critiques au lieu de se contenter de réagir une fois qu'elles se sont concrétisées. **Les composantes militaire et policière peuvent prévenir et anticiper les dommages causés aux civils par des opérations défensives et de stabilisation.**



Exemples

- Positions de dissuasion et cordons
- Postes de contrôle
- Patrouilles.

Ces éléments permettent de renforcer la confiance dans la mission. Une approche proactive tient également compte des besoins spécifiques de protection de toutes les composantes de la population.

Élaboration de rapports et suivi

Les composantes militaire et policière ont généralement une forte présence opérationnelle et peuvent effectuer des patrouilles, mettre en place des postes d'observation et des points de contrôle et participer à des activités de sensibilisation et à des initiatives d'engagement significatives auprès des communautés. À ce titre, elles jouent un rôle clé dans l'enregistrement des violations et des atteintes aux droits humains et dans le partage des alertes précoces et des informations sur les menaces pesant sur les civils. Il est essentiel que les composantes en uniforme participent et contribuent aux forums de coordination en matière de PdC et veillent à ce que les informations importantes sur la PdC soient partagées entre les composantes concernées.

Que peut faire chaque agent de maintien de la paix ?

Diapositive 22



2.4 Protection des civils 

Que peut faire chaque agent de maintien de la paix ?

- S'engager auprès des communautés locales
- Comprendre le mandat, l'environnement et les menaces de PdC
- Coopérer avec les composantes et les partenaires de la mission
- Interpréter le mandat de PdC de manière proactive, essayer de prévenir les menaces
- Répondre, intervenir



MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 22



Message clé n°16 : Tout le personnel chargé du maintien de la paix de l'ONU a le devoir de protéger les civils. Le personnel de maintien de la paix doit se préparer à :

- Prendre des mesures pour prévenir les menaces
- Réagir en cas de menaces potentielles et réelles
- Travailler avec des partenaires dans le cadre d'une approche globale de la protection des civils (PdC).

Les actions individuelles du personnel de maintien de la paix peuvent avoir un impact majeur sur la PdC.

L'ONU attend de tout son personnel de maintien de la paix qu'il :

- Respecte le Code de conduite de l'ONU et les RDE de la mission ou le DUF
- Adopte une approche proactive et préventive de la mise en œuvre du mandat de PdC
- Veille à ce que l'engagement communautaire soit significatif et respecte le principe de « ne pas nuire »
- Comprenne le mandat de PdC et adopte une approche proactive dans l'exercice de ses responsabilités en la matière
- Assure l'intégration et la coordination des tâches liées à la mise en œuvre du mandat de PdC aux trois niveaux

- Tienne compte des besoins spécifiques de toutes les catégories de la population en matière de protection.

Clôture de la leçon

Diapositive 23



Conseils aux formateurs : Si vous en avez le temps, résumez la leçon en rappelant le but et les objectifs de l'apprentissage. Précisez que les messages clés soutiennent les objectifs de l'apprentissage. Demandez aux participants s'ils ont des questions. Veillez à distribuer le document « Résumé des messages clés » à tous les participants.

Document – Résumé des messages clés

Message clé n°1 : Le concept de « **protection** » est vaste. Le mandat de protection des civils (PdC) dans le cadre des opérations de maintien de la paix de l'ONU se concentre sur la **protection des civils contre les menaces de violence physique**.

Message clé n°2 : Une menace est une personne ou une chose susceptible de causer des dommages ou de représenter un danger. Une menace pour la PdC s'entend de tout ce qui expose les civils à un risque de blessure ou de préjudice.

Message clé n°3 : Les personnes sont vulnérables lorsqu'elles sont exposées ou susceptibles de l'être. Les stratégies de protection et les facteurs individuels, communautaires et environnementaux, peuvent modifier le niveau de vulnérabilité des civils.

Message clé n°4 : Il est de plus en plus fréquent que les civils fassent l'objet d'attaques intentionnelles pendant les conflits armés.

Message clé n°5 : Le droit international oblige les opérations de maintien de la paix de l'ONU à protéger les civils dans les conflits.

Message clé n°6 : La protection des civils (PdC) ne relève pas uniquement de la responsabilité de l'ONU en matière de maintien de la paix. **Il incombe toujours en premier lieu au gouvernement du pays hôte de protéger les civils à l'intérieur de ses frontières.** La mission de maintien de la paix de l'ONU et ses partenaires soutiennent et coordonnent l'action du pays hôte en matière de paix et de sécurité.

Message clé n°7 : Le Département des opérations de paix (DPO) fournit des orientations et élabore des politiques sur la protection des civils qui s'appliquent à toutes les missions ayant un mandat de protection des civils (PdC).

Message clé n°8 : La protection des civils (PdC) est mise en œuvre à trois niveaux. Tous les niveaux sont traités en même temps et sont d'égale importance. Toutes les composantes de la mission ont un rôle à jouer à chaque niveau.

- Niveau I : Protéger par le dialogue et l'engagement
- Niveau II : Assurer la protection physique
- Niveau III : Mettre en place un environnement protecteur

Message clé n°9 : Le personnel de maintien de la paix doit éliminer les menaces et réduire les risques pour les civils. Les missions procèdent à des évaluations régulières des menaces afin d'anticiper et de prévenir la violence avant qu'elle ne se produise. Elles planifient par la suite une réponse rapide et complète.

Message clé n°10 : Les missions ayant reçu un mandat de protection des civils (PdC) élaborent une stratégie de PdC pour :

- Exécuter (opérationnaliser) le mandat de PdC
- Coordonner la réponse de la mission aux menaces de violence à l'encontre des civils.

Message clé n°11 : Les opérations de maintien de la paix collaborent avec certains partenaires en matière de protection des civils. Les partenaires sont les communautés locales, les autorités nationales, les acteurs de l'aide humanitaire et du développement et les forces militaires non onusiennes.

Message clé n°12 : Toutes les composantes d'une mission contribuent à la protection des civils (PdC) dans leur travail quotidien, de manière coordonnée. Certaines unités sont particulièrement axées sur la protection.

Message clé n°13 : Le conseiller à la protection des civils (PdC) conseille la direction et assure une approche coordonnée et intégrée de la mise en œuvre du mandat de PdC.

Message clé n°14 : Les composantes militaire et policière des missions de l'ONU jouent un rôle essentiel dans la protection des civils (PdC). Leurs rôles particuliers sont les suivants :

- Protection physique
- Approche proactive – patrouilles, points de contrôle, positionnement dissuasif et cordons de sécurité
- Élaboration de rapports et suivi.

Message clé n°15 : Les missions de maintien de la paix ont mis au point une série d'outils au niveau local pour mieux comprendre la situation et identifier et analyser les menaces qui pèsent sur les civils. Quelques exemples :

- Assistants de liaison communautaires (CLA)
- Réseaux d'alerte communautaires (CAN)
- Équipes de protection conjointe (EPC)
- Mission d'évaluation conjointe
- Plans de protection communautaire.

Message clé n°16 : Tout le personnel chargé du maintien de la paix de l'ONU a le devoir de protéger les civils. Le personnel de maintien de la paix doit se préparer à :

- Prendre des mesures pour prévenir les menaces
- Réagir en cas de menaces potentielles et réelles
- Travailler avec des partenaires dans le cadre d'une approche globale de la protection des civils (PdC).